Présentation synthétique du colloque

Pierre Delcambre et Élisabeth Fichez-Vallez

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/2997>

DOI : 10.4000/edc.2997

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1987

Pagination : 14-16

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Pierre Delcambre et Élisabeth Fichez-Vallez, « Présentation synthétique du colloque », *Études de communication* [En ligne], 8 | 1987, mis en ligne le 24 février 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/2997> ; DOI : 10.4000/edc.2997

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

Présentation synthétique du colloque

Pierre Delcambre et Élisabeth Fichez-Vallez

- 1 Les expériences francophones rassemblées pour ce colloque ont montré que la militance éducative qui avait investi avec avance la réflexion sur les formes en produisant et travaillant sur le câble et l'audiovisuel se trouve prise, actuellement, dans l'expansion exponentielle du câble, géré par les « gros », les cablodistributeurs, eux-mêmes soutenus par un nouveau type de législation. Au Canada, en Belgique, en Suisse comme en France, le vent du néolibéralisme souffle, dans des systèmes dont les évolutions sont propres à chacun des pays.
- 2 Au Canada, il s'agit d'une évolution lente, sans rupture législative : l'effort financier de l'état se relâche en même temps que les normes de la CRTC. L'éducatif avait été soutenu par le pouvoir régional parce que c'était le seul moyen - dans le cadre du partage des compétences entre pouvoir central et pouvoir régional - de maintenir l'identité culturelle francophone sur la scène télévisuelle. Or le désengagement financier remet en cause cette politique.
- 3 En Belgique, pays câblé depuis fort longtemps, la déréglementation est nouvelle (décret de 86) et semble favoriser la volonté de RTL de prendre le marché. Elle minimise par le fait même les expériences de télévisions locales en place.
- 4 La Suisse dispose depuis 1960 d'un réseau important de télédistribution par câble. La rupture du monopole y a d'abord concerné les radios (ordonnances de 1982). La nouvelle loi sur la radio et la télévision, prévue pour 1987, devrait viser à délimiter à la fois les prérogatives et statuts de la radio TV nationale de service public et le développement de nouveaux réseaux et émetteurs privés dans le champ jusqu'ici relativement préservé des télécommunications.
- 5 (Voir les interventions du mardi matin).
- 6 En France, ces dernières années l'évolution semble favorable aux grands groupes de communication sur le plan national. Régionalement elle pourrait renforcer les grosses institutions de formation continue, déjà présentes sur le marché des « -tiques » et de

l'EAO, prêtes à en conquérir un nouveau, grâce précisément au label « technologies nouvelles » (cf. la récente journée d'étude organisée à Lille, le 24 novembre dernier, par le Conseil Régional sur le thème « Qualifications nouvelles et formations de base »).

- 7 En France comme à l'étranger, les petites institutions et les militants éducatifs se voient dans une période critique et dans des positions souvent imprécises de sous-traitance, voire de chômage (cf. à Liège). Leur rôle de pionnier leur donne certes une aura symbolique, qui leur vaut d'intervenir en congrès et de voir leurs productions primées (cf. N. Widart). Mais elle ne leur donne pas la place de télé régionale éducative ni la part qu'ils espéraient dans un canal éducatif.
- 8 Le colloque a permis par ailleurs de mettre en lumière des problèmes de fond qui se posent et se poseront à la télé éducative, même s'ils ne sont pas pensés comme prioritaires dans les débats du moment.
 1. On a pu ainsi voir se développer deux conceptions de l'écran :
 - d'une part l'écran espace de télétravail pour des téléacteurs (cf. M. Pichette). On se sert alors de l'interactivité pour rendre visible le « collègue invisible » dans un processus de formation, on va contre l'individualisation quasi irrépressible de la formation par câble et EAO. Un travail de dramaturgie (place de la caméra, travail sur le son et le retour du son, travail sur les décors, utilisation des documents, des photos des téléacteurs...) est ainsi effectué pour que deviennent visibles sur l'écran les composantes nécessaires à la situation de formation ;
 - d'autre part, l'écran comme image, travaillée comme une écriture audiovisuelle. Ainsi à Liège on a pris le parti d'une télé dont les images correspondraient à l'exigence de qualité technique et de plaisir formel du téléspectateur d'aujourd'hui, mais qui, aussi, devrait correspondre à une perspective éducative au sens large (cf. N. Widart).
 2. Des éléments de réflexion ont été également développés en ce qui concerne les stratégies éducatives proprement dites. Ainsi M. Pichette dans son intervention du mercredi matin a insisté sur le fait que l'interactivité en éducation n'est pas un simple problème de rétroactivité. Il s'agit d'une pratique de communication soustendue par un projet : on apprend à travers une démarche d'appropriation qui passe par l'échange. Ch. Frères, quant à lui, a développé une problématique dans laquelle le projet éducatif concerne un public non captif dont il faut gagner l'audience. On est donc amené à tenir compte de la spécificité du médium, de la richesse polysémique de l'image. Il s'agit de structurer le message pédagogique en fonction des objectifs visés pour les publics.
 3. Enfin le colloque a réfléchi sur le local. Que veut dire localiser une formation, quelle est la bonne aire géographique pour des émissions éducatives interactives ?
- 9 Certes le « local » reste dans nombre de discours - pas forcément liés à l'éducatif - ce qui se fait de mieux. D'une part parce que le local serait le lieu de maîtrise d'une expression, tout particulièrement d'une expression audio-visuelle interactive ; on pourrait là concevoir et réaliser les produits de manière interactive, l'usage du téléphone ou du minitel permettant de multiplier les retours... D'autre part parce que le local serait le milieu le plus propice à la pluralité des expressions... Des thèmes abordés au cours du colloque, celui-ci est certainement resté le plus ouvert, ne serait-ce qu'à cause de l'incertitude qui pesait à la date sur l'existence et la programmation d'une production localisée.
- 10 Reste une série de questions non formulées, ou à peine, au cours de ce colloque mais qui mériteraient bien de l'être tôt ou tard : pourquoi des universités veulent-elles, en tant qu'institutions éducatives, prendre rang dans la conception de produits pour le câble ? Comment l'envisagent-elles ? Quels sont leurs partenaires, leurs interlocuteurs, les

circuits de financement ? Et qu'en est-il, dans ces projets, de leur propre « marché interne » : la formation initiale ?

AUTEURS

PIERRE DELCAMBRE

Pierre Delcambre, Lille III

ÉLISABETH FICHEZ-VALLEZ

Elisabeth Fichez, Lille III